

Pour les gouvernants, c'est le peuple, en tant que peuple, qui doit être détruit

écrit par Gigoblet | 16 mars 2021



Ci-dessous un excellent article analysant les dessous de la dictature covid.

Légitime combat contre la maladie ou procédure persécutrice et sacrificielle ?

Dans un précédent article, nous avons montré que la maladie Covid-19 intervient sur fond de crise généralisée du système, imputable au processus d'indifférenciation et donc de déculturation massive, qui a pour effet de réactiver la violence réciproque par laquelle tous entrent en guerre contre tous.

Les Etats-Unis offrent un exemple parfait de cette situation.

La grippe Covid-19 va offrir aux gouvernants la possibilité de mettre un terme à la violence latente en ayant recours à la très vieille ficelle de la désignation de la victime émissaire et de son nécessaire sacrifice pour rétablir l'ordre et la paix.

Dans la mécanique persécutrice, c'est la foule en quête de coupable, qui désigne la victime et procède à son massacre.

Comme le rappelle René Girard, le Juif pendant la peste noire est accusé d'empoisonner l'eau des rivières et des puits et il est donc ipso facto massacré.

Dans la mécanique accusatrice actuelle, c'est une infime minorité, ministres, président de la République, journalistes des grands médias, qui accusent la foule, c'est-à-dire toutes les formes de rassemblement, depuis les plus minuscules (famille, amis...) jusqu'aux manifestations plus importantes, d'être la cause de la transmission de la maladie. Pour le groupe persécuteur, cette croyance ne tolère aucune discussion. Elle est partagée unanimement par tous les corps constitués. Fort de cette complicité des castes dirigeantes, le pouvoir va faire du peuple, le coupable idéal et réel. Sa sentence est sans appel: le peuple est coupable de s'auto-contaminer.

Il faut l'atomiser, en séparer les éléments qui le composent pour ralentir la propagation de la maladie. Le pouvoir ne veut avoir affaire qu'avec des individus isolés, lui obéissant aveuglément, sous l'emprise d'une peur diffusée par les médias.

Les membres du peuple, qu'ils soient malades ou en bonne santé, sont donc condamnés à être enfermés selon des modalités fixées par le pouvoir: confinement total, couvre-feu partiel, limitation des déplacements, fermeture des commerces qualifiés de non-essentiels etc.

Infantilisation. Humiliation. Brimades.

La mécanique de la désignation de la victime émissaire est enclenchée: le coupable est désigné et la punition infligée est terrible. Au cas d'espèce, au bout du processus morbide, c'est la mort du groupe en tant que groupe.

Le peuple en tant que peuple, doit être détruit. Il doit entrer dans le processus d'indifférenciation et perdre tous les marqueurs qui le caractérisent et qui font de lui une source identitaire majeure.

Ce peuple n'a plus de défenseurs : les élus, les responsables syndicaux et politiques, l'abandonnent à ses persécuteurs. En France, l'Ordre des Médecins approuve le pouvoir qui interdit aux médecins de soigner leurs patients, de leur prescrire des vieux médicaments qui ont fourni la preuve de leur efficacité.

Le but du pouvoir, n'est pas la lutte contre la maladie, mais bien plutôt, la désignation du peuple comme victime émissaire, qu'il faut soumettre à un rituel de souffrances, de purification, à une foule de privations. Les citoyens doivent être privés de tout ce qui donne du sens à l'existence et qui permet de tisser des liens : divertissement, activités culturelles, sportives, religieuses. Il faut enfermer la population dans la culpabilité.

Le pouvoir exécutif a quitté la sphère de la rationalité. Ses ordres sont sans lien avec les nécessités de la lutte contre la maladie qui se guérit plutôt bien. Son taux de mortalité est si faible qu'on peut dire qu'à de rares exceptions, on ne meurt plus du Covid, mais avec le Covid.

Pour l'heure, la gestion de la maladie permet au pouvoir de s'exercer sans partage.

Mais son triomphe n'est peut être que provisoire.

La partie n'est pas gagnée pour les persécuteurs et ceux-ci peuvent fort bien se trouver, par un renversement brutal, dans la fonction de victime émissaire. L'unanimité commence à se déliter et on entend ici et là, des critiques visant le bien-fondé de cette politique sacrificielle.

Les manifestations se multiplient. Une partie du corps médical soigne. Elle est sortie de son indécision première.

Sur fond de crise généralisée du système, nous assistons à une lutte à mort opposant les castes dirigeantes, au peuple.

La destruction des liens sociaux, de la culture, de la religion qui en est le noyau dur, sont les étapes de la désintégration du peuple, de sa transformation en « troupeau ».

Mais comme cela arrive lors des grandes révoltes ou des révolutions, ceux qui sont tout puissants, qui persécutent peuvent occuper la place du persécuté. La violence destructrice en quête de victime émissaire, peut être dirigée contre eux.

Cette crainte est particulièrement vivace en France, où l'épisode de la Révolution de 1789 est dans tous les esprits. Elle habite les gouvernants, les contraignant à poursuivre leur politique persécutrice au nom de la lutte contre la maladie, alors que ces mesures sont contre-productives, que globalement elles nuisent à la santé des gens et à celle du pays, à celle de la jeunesse, des étudiants etc.

Le pouvoir a conduit le pays dans l'impasse. Il est dans la position d'accusé. Il ne voit qu'une issue, la vaccination de masse. Il tombe ainsi de Charybde en Scylla.

Nous examinerons la problématique de la vaccination hors cabinet des médecins, dans un prochain article. Nous verrons comment la politique de désignation de la victime émissaire est réactivée et focalisée sur les non-vaccinés.

Reproduction autorisée avec la mention suivante : © Sidney Touati pour [Dreuz.info](https://www.dreuz.info).

<https://www.dreuz.info/2021/03/12/legitime-combat-contre-la-maladie-ou-procedure-persecutrice-et-sacrificielle/>